

MAÎTRISE D'OUVRAGE

Voies navigables de France

Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage



PROGRAMME

Restauration de la continuité écologique sur la rivière Moselle
Ouvrage de franchissement piscicole au barrage d'Argancy

Annexe n°4



PREFECTURE DE LA MOSELLE

Arrêté n° 2007 -DEDD/3 - 84 du **13 AVR. 2007**
relatif à l'aménagement et à l'exploitation de la chute d'ARGANCY
dans le département de la Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine
Préfet de la Zone de Défense Est
Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural,

Vu le code de l'environnement,

VU la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, le décret n° 60-619 du 20 juin 1960 modifié et le décret n° 94-894 du 13 octobre 1994 modifié pris par son application,

VU la loi n° 45-195 du 31 décembre 1945, modifiée par la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953, ensemble le décret n° 55-49 du 5 janvier 1955 pris pour son application et relatifs à la répartition de la valeur locative des chutes d'eau et de leurs aménagements concédés en vertu de la loi du 16 octobre 1919,

VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,

VU la loi n° 53-79 du 7 février 1953, et notamment son article 67, relatif à la fixation à des valeurs uniformes des redevances proportionnelles visées à l'article 9 de la loi du 16 octobre 1919, et le décret n° 99-872 du 11 octobre 1999 approuvant le calcul des charges type des entreprises hydrauliques,

VU la loi n° 85-30 du 9 juillet 1985 modifiée relative au développement et à la protection de la montagne ainsi que le décret n° 87-214 du 25 mars 1987 relatif aux réserves en force et en énergie prévues à l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 modifiée,

VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité,

VU le décret 99-225 du 22 mars 1999 portant déconcentration en matière de concession et de déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique, et notamment son article 30 alinéa 2 fixant les dispositions transitoires applicables aux procédures en cours,

VU la demande de concession de forces hydraulique présentée par la Ville de Metz par lettre du 7 avril 1982, ainsi que le dossier présenté à l'appui de cette demande,

VU le dossier de l'enquête et des consultations auxquelles le projet a été soumis, notamment l'avis de la commission d'enquête en date 7 septembre 1983 ainsi que les autres avis,

VU l'avis du conseil Général de la Moselle du 10 octobre 1983,

SUR le rapport de l'Ingénieur Subdivisionnaire énergie de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine du 20 février 2006,

ARRETE

Article 1 : Sont approuvés :

1. la convention, signée le 21 mars 2007, par M. le Maire de la Ville de Metz et ce jour, par M. le Préfet de la Moselle, en vue de l'aménagement et l'exploitation par voie de concession de la chute d'Argancy sur la Moselle (département de la Moselle), cours d'eau faisant partie du domaine public fluvial,
2. le cahier des charges de concession pour l'aménagement et l'exploitation de la chute d'Argancy.

Un exemplaire de cette convention et du cahier des charges de la concession sont annexés au présent arrêté.

Un exemplaire du plan au 1/14 000 est annexé au cahier des charges.

Article 2 : Le périmètre à l'intérieur duquel peuvent être exercées les servitudes prévues à l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 susvisée est délimitée par une zone grisée sur la carte au 1/14 000 annexée au cahier des charges susvisé.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le Maire de la Ville de Metz sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle et affiché en mairie d'Argancy pendant une durée d'un mois minimum.

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et de l'exécution des mesures de publicité.

Article 5 : Une copie conforme de cet arrêté est transmise, pour information, à :

M. le Directeur régional de l'environnement,
M. le Directeur du Service de la navigation du Nord-Est,
M. le Directeur de Voies Navigables de France,
M. le Délégué régional du conseil supérieur de la pêche,
M. le Trésorier-Payeur Général.

POUR COPIE CONFORME

Le Chef de Bureau



Sabine MELCHIOR



Metz, le

13 AVR. 2007

LE PREFET

Pour le Préfet,
Secrétaire Général



Bernard GONZALEZ

CONVENTION

ENTRE le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle, agissant au nom de l'Etat, d'une part,

ET la Ville de Metz, représenté par son Maire en exercice, Monsieur Jean-Marie RAUSCH, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération en date du 28 septembre 2006, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

Le Préfet de la Moselle concède au nom de l'Etat, à la Ville de Metz, qui accepte, l'aménagement et l'exploitation, dans les conditions déterminées par le cahier des charges ci-annexé, de la chute d'eau d'Argancy pour l'installation et le fonctionnement d'une usine hydroélectrique sur la Moselle, dans le département de la Moselle.

Article 2

La Ville de Metz s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les travaux qui font l'objet de la présente convention et à se conformer tant pour l'exécution que pour l'exploitation aux conditions du cahier des charges ci-annexé.

Article 3

L'Usine d'Electricité de Metz, Régie municipale de la Ville de Metz soumise aux dispositions du décret du 8 octobre 1917, est autorisée à se substituer à la Ville de Metz en qualité de sous-concessionnaire, dans toutes les charges, droits et obligations découlant du cahier des charges ci-annexé et ce, pendant la durée de la concession.

Le droit accordé à l'Usine d'Electricité de Metz peut être transférée sous réserve d'une autorisation donnée par arrêté préfectoral, à toute entité issue de la transformation de l'Usine d'Electricité de Metz.

Article 4

La présente convention et le cahier des charges ci-annexé seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Metz, le **21 MARS 2007**
Monsieur le Maire de la Ville de Metz



Metz, le **13 AVR. 2007**
Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Bernard GONZALEZ

CAHIER des CHARGES

**AMENAGEMENT HYDRO-ELECTRIQUE
D ' ARGANCY**

Février 2006

4/6

CAHIER DES CHARGES

CHAPITRE I OBJET DE LA CONCESSION

Article 1. Service concédé

La concession à laquelle s'applique le présent cahier des charges a pour objet l'établissement et l'exploitation des ouvrages hydrauliques et de l'usine génératrice destinés à l'utilisation de la chute d'environ 3,40 m (en eaux moyennes) créée sur la rivière de la Moselle cours d'eau canalisé du domaine public, par le barrage d'Argancy situé près du village d'Argancy (commune d'Argancy, département de la Moselle), à 8 Km environ en aval de Metz.

L'établissement de ce barrage a été nécessaire pour l'aménagement du canal des mines de fer de la Moselle qui relie Metz à Beauregard, un peu en amont de Thionville. Ce canal des mines de fer de la Moselle avait été concédé à la Société du même nom par décret du 21 août 1928, barrage compris.

La puissance maximum brute de la chute concédée est évaluée à 6170 KW, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, à une puissance disponible de 4588 KW.

La puissance normale brute est évaluée à 2990 KW, ce qui correspond de même à une puissance normale disponible de 2380 KW.

L'entreprise a pour objet principal la production d'énergie électrique en vue de la fourniture aux usagers dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Article 2. Consistance de la concession

Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession tous les ouvrages utilisés pour l'aménagement et la production de la force hydraulique devant faire retour gratuitement à l'Etat en fin de concession et notamment les ouvrages de prise d'eau, canalisations, ouvrages régulateurs ou de décharge, les moteurs hydrauliques (turbines et accessoires) ainsi que les terrains qui les supportent ou y donnent accès et les bâtiments ou partie de bâtiment qui les abritent.

La concession ne comprend pas le barrage avec ses rampes d'accès, sa passerelle de service et son échelle à poissons.

CHAPITRE II EXECUTION DES TRAVAUX

Article 3. Acquisition des terrains et établissement des ouvrages

Le concessionnaire sera tenu d'établir tous les ouvrages utiles pour l'aménagement de la force hydraulique et l'exploitation de la concession ainsi que les machines et l'outillage nécessaires à cet effet.

Il devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront établies l'usine et ses dépendances immobilières. Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais les lignes et postes de télécommunication nécessaires à la sécurité de l'exploitation.

Au cas où il se bornerait à acquérir des droits réels, notamment des servitudes d'appui, de passage ou de submersion, les contrats relatifs seront communiqués à la **DRIRE** et devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance ou à l'expiration de la concession.

Le concessionnaire pourra occuper, dans les conditions fixées par le service compétent, sans paiement de redevance spéciale, les parties du domaine fluvial nécessaires à ses installations.

Article 4.

Acquisition des droits à l'usage de l'eau

Pour l'acquisition des droits à l'usage de l'eau exercés et existant à la date de l'affichage de la demande de concession, le concessionnaire bénéficiera des dispositions prévues à l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919.

Les contrats y relatifs devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession.

Les contrats passés avec les riverains seront portés à la connaissance de la **DRIRE**, par les soins du concessionnaire, dans le délai d'un mois à compter de leur signature. Il en sera de même des décisions de justice rendues par application de l'article 6 de la loi du 16 octobre 1919, un mois après qu'elles seront devenues définitives.

Article 5.

Caractéristiques de la prise d'eau

La prise d'eau sera placée aux abords immédiats du barrage de navigation.

Le niveau normal de la retenue sera à la cote de 160,68 du NGF.

Le débit maximal emprunté sera de 185 m³ par seconde.

Les eaux seront directement restituées à la rivière au pied du barrage.

Article 6.

Ouvrages principaux

Barrage : le barrage a été construit pour les besoins du canal des mines de fer de la Moselle dont il faisait partie intégrante avec toutes ses dépendances. Depuis, ce barrage a conservé son rôle de barrage de navigation ; il est muni d'une échelle à poissons.

Prise d'eau : la prise d'eau sera située sur la rive gauche de la Moselle et orientée dans le sens de la rive. La longueur sera d'environ 56 mètres, sa culée aval coïncidera avec la culée du barrage. Elle pourra être fermée par un barrage de secours à aiguilles permettant d'isoler totalement l'usine de la rivière en cas d'accident. Le seuil de la prise d'eau sera arasé à la cote 155,31. Une passerelle de service en béton armé, dont le plancher sera arasé à la cote 167,06, sera aménagée à l'amont du barrage.

Canal d'amenée : le canal d'amenée affectera la forme d'un segment parabolique dont la superficie à la cote 161,56 sera de 1920 m².

Usine : l'usine sera établie à la hauteur du barrage, son axe sera parallèle à l'axe de ce dernier et situé à 26 mètres environ à l'aval de la passerelle de service de celui-ci. Les fondations seront assises sur une couche de marne compacte et les fouilles seront poursuivies jusqu'à la profondeur nécessaire.

L'usine comprendra les chambres de turbine de forme spéciale, un bâtiment et un poste de transformation ; elle sera munie de vannes avec grille, appareil dégrilleur et rainures pour batardeaux de secours à l'amont et à l'aval. L'usine sera munie d'un pont roulant.

Groupes hydro-électriques : l'usine sera équipée de trois groupes d'une puissance unitaire de 1700 KW absorbant à pleine charge 61,6 mètres cubes par seconde.

Canal de fuite : le canal de fuite creusé dans les terres sera séparé de la Moselle par un éperon d'environ 18 mètres de longueur ; sa largeur, mesurée parallèlement à la rive à son raccordement avec la Moselle, sera d'environ 56 mètres.

Article 7.

Dispositions spéciales relatives à la navigation, au flottage, à la circulation des poissons, etc.

Le concessionnaire sera tenu d'organiser ses chantiers de manière à éviter pendant l'exécution des travaux toute gêne à l'exploitation de la voie navigable.

Il se conformera aux instructions qui lui seront données à cet effet par les agents de l'administration.

Oxygénation de l'eau :

Un débit de surverse sera nécessairement laissé au barrage pour conserver un taux d'oxygénation suffisant en aval.

A cet effet, le concessionnaire devra installer un dispositif de mesure du taux d'oxygénation en aval des ouvrages.

La condition de surverse sera alors de s'assurer qu'une concentration d'oxygène sera maintenue en permanence à 4 mg/l en aval du barrage. La valeur sera portée à 6mg/l lorsque la vocation piscicole de la Moselle sera officialisée dans le secteur considéré.

Modalités de réalisations : En période de turbinage, si la concentration en oxygène dissous (mesure instantanée) en aval du barrage est inférieure au seuil fixé plus haut, le débit de surverse sera augmenté sans délai jusqu'à obtenir l'une au moins des deux situations suivantes :

- concentration aval supérieure ou égale au seuil fixé,
- arrêt du turbinage.

Au cas où le concessionnaire ne pourrait pas installer un dispositif de mesure, la consigne sera identique à celle des barrages analogues en amont et en aval, à savoir :

- en hiver (période du 16 octobre au 30 avril) : 3 m3/s
- en été : 15 m3/s de 3h00 à 15 h 00
7 m3/s de 15 h 00 à 3 h00.

Contrôle : le contrôle pratique s'effectue sur la position de la bouchure concernée et sur la tenue du niveau amont.

De plus, le concessionnaire fournira mensuellement au service chargé de la police de l'eau les relevés que sa station aval de mesure de l'oxygène dissous aura réalisées. Ces relevés indiqueront en regard des valeurs adéquates, les manœuvres éventuelles effectuées par les bouchures du barrage.

A l'issue d'une période d'une année complète à compter de la mise en fonctionnement de l'installation, un examen des résultats des mesures effectuées pendant cette période sera réalisé pour s'assurer de la validité des techniques mises en œuvre.

La technique de mesure employée fera l'objet d'une définition prévue par référence au matériel actuellement usité pour des fonctions comparables de mesure.

Le maintien de la teneur en oxygène de l'eau fait l'objet d'un protocole d'expérimentation, joint au présent cahier des charges.

46.

Circulation des poissons :

Le concessionnaire collaborera avec le gestionnaire du barrage attendant à l'usine hydroélectrique, à savoir Voies Navigables de France, aux fins de diagnostic du dispositif actuel, ainsi qu'à la réalisation des travaux nécessaires à son amélioration ou à son remplacement.

En cas de désaccord, les parties se soumettront à l'arbitrage du Préfet de la Moselle.

Un bilan des actions menées sera adressé conjointement par le concessionnaire et VNF à Monsieur le Préfet de la Moselle cinq ans après la date de signature du présent cahier des charges, sous couvert du service de police de l'eau.

Le concessionnaire devra laisser libre accès au service chargé de la police de la pêche pour réaliser, à sa convenance, des piégeages en vue de tester la fonctionnalité de la passe. Le matériel adéquat sera fourni par le concessionnaire et stocké dans l'usine pour être toujours disponible. Il devra être manipulable par une personne.

Dispositifs destinés à éviter l'aspiration du poisson dans les turbines : à l'entrée des chambres d'eau, des grilles seront installées dont l'écartement entre barreaux sera de 11 cm. Cet espacement sera à revalider par le service de police de l'eau lors de leurs remplacements.

Article 8.
Approbation des projets

L'exécution de tous les ouvrages dépendant de la concession devra être autorisée dans les formes prévues par le décret du 20 juin 1960.

L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet ni d'engager la responsabilité de l'administration ni de dégager celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages.

L'établissement des machines et l'acquisition de l'outillage pourront être effectués librement par le concessionnaire si ces machines et outillages ont été fabriqués en France ou dans les pays où la production bénéficie des mêmes avantages en application des traités internationaux.

Si le concessionnaire se trouve dans l'impossibilité de se procurer, en France ou dans ces pays, le matériel hydraulique et électrique dans des conditions normales satisfaisantes de temps, de prix et de qualité, il pourra l'acquérir dans d'autres pays sous réserve de se conformer aux dispositions en vigueur en la matière. Dans tous les cas, il en sera donné avis au service du contrôle.

Article 9.
Délais d'exécution et réception des ouvrages

Le projet de tout ouvrage imposé après l'aménagement de la force motrice concédée par l'administration au concessionnaire, en exécution du présent cahier des charges, devra être présenté dans le délai de six mois de l'invitation qui lui en sera faite, sauf dérogation justifiée par l'importance du travail, et réalisé le plus promptement possible dans le délai fixé.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, il sera procédé par les soins des agents de contrôle à leur réception des travaux dans les formes prévues par le décret du 20 juin 1960.

Sur le vu du procès-verbal de cette réception, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service de l'usine.

Article 10.
Exécution et entretien des ouvrages

Les ouvrages, les machines et l'outillage établis en vertu de la présente concession, seront exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art et entretenus en parfait état par les soins du concessionnaire et à ses frais.

Les réparations des ouvrages resteront soumises au contrôle de l'administration qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire.

Article 11.
Bornage

Dans l'année qui suivra la mise en exploitation de l'usine, il sera procédé, aux frais du concessionnaire et au besoin d'office, au bornage des terrains faisant partie des dépendances immobilières de la concession, contradictoirement avec les propriétaires voisins, en présence de la DRIRE qui en dressera le procès-verbal. Il sera établi aux frais du concessionnaire et sous la surveillance de l'ingénieur, un plan au 1/10 000 des terrains ainsi bornés.

Lorsque des modifications seront apportées aux dépendances immobilières de la concession, il sera procédé dans les mêmes conditions au bornage des terrains ajoutés ou retranchés et à l'établissement de leur plan, dans le mois qui suivra la mise en service des ouvrages établis sur ces terrains.

Article 12.
Rétablissement des communications et de l'écoulement des eaux

Le concessionnaire sera tenu de rétablir ou de modifier à ses frais, suivant les dispositions approuvées par l'administration compétente, les voies de communication interceptées par ses travaux.

Il sera tenu également de rétablir et d'assurer à ses frais le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par ses travaux. Dans le cas où les ouvrages de la concession feraient obstacle à ce que les canaux ou rigoles d'arrosage s'alimentent comme par le passé, il pourra notamment être tenu de rétablir leur alimentation au moyen d'eaux prises dans ses propres canalisations. Il devra également prendre les dispositions qui seraient reconnues nécessaires par l'administration pour empêcher que les infiltrations d'eaux qui proviendraient de ses canalisations nuisent aux parties basses du territoire.

Article 13.
Reconstitution de la production agricole en cas d'établissement de grands barrages réservoirs noyant une surface importante de terres cultivées

Néant.

46.

CHAPITRE III EXPLOITATION

Article 14.

Obligation de se conformer aux règlements

Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir notamment en ce qui concerne la police des eaux, la navigation et le flottage, la défense nationale, la protection contre les inondations, la sécurité et la salubrité publique, l'alimentation des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation des poissons, la protection des sites et paysages.

Article 15.

Obligations relatives à l'écoulement des eaux

Le fonctionnement de l'usine par éclusées est interdit.

Article 16.

Obligations relatives à l'exercice de la navigation et à la sauvegarde des intérêts généraux

Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de laisser le débit nécessaire pour assurer, par priorité, la tenue à son niveau normal du plan d'eau de la Moselle, les besoins de la navigation, ceux de l'écoulement des eaux, ainsi que de l'évacuation des glaces et des corps flottants sans que ces sujétions puissent ouvrir le droit à un recours quelconque contre l'Etat du fait de la gêne qu'elles apporteraient à la marche de son usine.

Il fournira et entretiendra à ses frais les installations et appareils reconnus nécessaires pour assurer le contrôle et permettre, si le besoin en est reconnu, la régulation automatique des débits de la prise d'eau d'après la variation du plan d'eau à l'amont du barrage.

Le niveau de la retenue ne devant, en aucun cas, descendre au-dessous de la côte normale de navigation qui sera matérialisée par un repère placé à proximité du barrage, le concessionnaire sera tenu, si la nécessité en apparaît, de procéder à la fermeture totale ou partielle des ouvrages de prise d'eau. En cas de refus, retard ou négligence de sa part, il y sera pourvu d'office et à ses frais par le service de la navigation, dont les représentants auront libre accès à toute heure, dans toutes les dépendances de l'usine hydroélectrique.

Pour la vérification des prescriptions ci-dessus, un enregistreur de niveau sera placé et entretenu par le concessionnaire, à ses frais, en amont du barrage, en un point choisi par le service de la navigation.

Une convention sera établie entre le service de la navigation et le concessionnaire pour préciser les conditions d'exploitation du barrage, en coordination avec celles de l'usine, de manière à éviter les pertes d'énergie par déversement d'eau au barrage, tout en assurant la constance du niveau de retenue amont et la régularité d'écoulement du débit de la rivière.

Article 17.

Obligations relatives au rejet des eaux

Les eaux empruntées seront rendues à la rivière pures, salubres, et à une température voisine de celle du bief alimentaire.

116.

Article 18.

Obligations de participer aux ententes

Le concessionnaire sera tenu de participer, dans les conditions qui seront fixées par les règlements d'administration publique, à intervenir aux ententes que l'administration pourra imposer en exécution de l'article 28 (§ 12) de la loi du 16 octobre 1919.

CHAPITRE IV
VENTE DE L'ENERGIE AU PUBLIC

Article 19 – Tarif maximum

Néant

Article 20.

Obligation de fournir le courant

Néant

CHAPITRE V
RESERVES EN EAU ET EN FORCE

Article 21.

Réserve en eau

Néant

Article 22.

Réserve en force au profit des services publics

La puissance totale instantanée que le concessionnaire mettra dans les conditions prévues au décret n° 55-178 du 2 février 1955 à la disposition des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics ou des associations syndicales autorisées, ainsi qu'à celle des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale sera de 80 kW dont au maximum 45 kW pour les entreprises et groupements agricoles d'utilité générale.

Pendant les deux premières années à compter de l'achèvement des travaux, les demandes des services publics ou des associations susvisées devront être satisfaites par le concessionnaire quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le ministre chargé de l'électricité.



Passé ce délai, et jusqu'à l'expiration de la dixième année, à compter de l'achèvement des travaux, le concessionnaire ne sera tenu de satisfaire à la réquisition qu'après un préavis de six mois.

Au-delà de la dixième année, et jusqu'à l'expiration de la concession, le préavis sera de douze mois.

Toute réquisition du ministre chargé de l'électricité faite par application du présent article pendant les cinq premières années à compter de l'achèvement des travaux devra être accueillie par le concessionnaire dans les limites indiquées ci-dessus, quelle que soit la puissance déjà vendue ou employée par lui.

Dans le cas où la puissance réservée ne serait pas utilisée en totalité à l'expiration de la cinquième année, le pouvoir de réquisition du ministre ne pourra porter, dans les conditions indiquées ci-dessus, que sur les quantités ci-après :

Entre la cinquième et la dixième année sur la moitié de la puissance réservée non utilisée à la fin de la cinquième année ;

Entre la dixième et la quinzième année sur le tiers de la puissance réservée non utilisée à la fin de la dixième année ;

A partir de la quinzième année, sur le quart de la puissance réservée non utilisée à la fin de la quinzième année.

Toutefois, cette quantité ne pourra descendre en dessous de 18 kW dont au maximum 6 kW seront réservés aux entreprises agricoles d'utilité générale.

En outre, à toute époque, les demandes formulées par les services publics ou associations susvisées seront accueillies par préférence à toutes autres demandes, mais seulement dans les limites de la puissance qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un contrat ou d'une affectation notifiés au service du contrôle, comme il est dit aux deux derniers alinéas du présent article.

Pour permettre au service du contrôle de se rendre compte des disponibilités de puissance de l'usine, le concessionnaire devra remettre à la fin de chaque trimestre, à la DRIRE, la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états du cours d'eau.

Le concessionnaire devra d'ailleurs prévenir la DRIRE un mois d'avance toutes les fois qu'il voudra affecter une partie de l'énergie à alimenter des distributions d'énergie ou toutes autres entreprises qu'il exploiterait directement.

Article 23. Accords intervenus

Il est pris acte :

- de l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Metz, séance du 21 mars 1930,
- de la convention intervenue les 28 septembre - 9 octobre 1931 entre la Régie d'Electricité de la Ville de Metz et la Société du Canal des Mines de Fer de la Moselle, convention approuvée par délibération du 8 juillet 1938 du Conseil Municipal de la Ville de Metz,
- de l'avenant n°1 à la convention du 9 octobre 1931 en date du 20 septembre - 10 décembre 1962,
- de la lettre du Service de la Navigation de Nancy en date du 6 janvier 1966,
- du protocole d'expérimentation du maintien de la teneur en oxygène dissous à l'aval du barrage d'Argancy, entre l'Usine d'Electricité de Metz et le Service de la Navigation du Nord-Est, en date du 27 janvier 2005.

4.

Article 24.

Réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains

La puissance instantanée à laisser dans le département pour être rétrocédée, par les soins du conseil général, aux consommateurs locaux ne pourra dépasser les quantités ci après : 40 kW.

L'énergie réservée sera tenue à la disposition du conseil général pendant cinq ans, à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis de un an au-delà de cette période de six mois et jusqu'à l'expiration de la cinquième année.

A la fin de la cinquième année, le concessionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à 5 kW qui restera à toute époque et moyennant un préavis de un an à la disposition du département.

Article 25.

Tarifs applicables aux services publics

Les réserves d'énergie prévues à l'article 22 ci-dessus en faveur des services publics de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des associations syndicales, ainsi que des entreprises et groupements agricoles d'utilité générale, seront livrées aux conditions fixées par les articles 3, 4 et 5 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

Tarif spécial

Néant

Article 26.

Tarifs applicables aux réserves d'énergie à laisser dans les départements riverains

Les livraisons prévues à l'article 24 seront faites dans les conditions fixées par les articles 3 et 4 du décret n° 55-178 du 2 février 1955.

CHAPITRE VI
SECURITE DE L'EXPLOITATION

Article 27.

Branchements et canalisations

Néant

Article 28.

Surveillance des installations des acheteurs

Néant

Article 29.

Conditions spéciales de service

Néant

46.

Article 30 – Dérivation à l'étranger

Néant.

CHAPITRE VII
DURÉE DE LA CONCESSION - EXPIRATION - RACHAT ET DECHEANCE

Article 31 – Durée de la concession

La présente concession prendra fin le 31 décembre de la quarantième année comptée à partir de la date fixée pour la publication de l'arrêté de concession.

Article 32 – Renouvellement de la concession

S'il entend continuer à exploiter la chute au-delà du terme fixé à l'article 31 du présent cahier des charges, le concessionnaire présente au préfet une demande en vue d'obtenir une nouvelle concession, dans les formes et délais prévus par l'article 13 de la loi du 16 octobre 1919 modifiée et les articles 29 et 30 du décret du 13 octobre 1994 pris pour son application.

Article 33.

Travaux exécutés pendant les dix dernières années

En cas de non-renouvellement de la présente concession, le concessionnaire ouvrira, pendant les dix dernières années, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation, un compte spécial où seront portées les dépenses relatives à ceux de ces travaux dont l'amortissement sera supporté par l'Etat dans les conditions déterminées ci-après.

Avant le 1er mai de chaque année, le concessionnaire soumettra à l'ingénieur en chef le projet, avec devis estimatif, de tous les travaux susvisés ayant pour objet d'augmenter la consistance ou la valeur des dépenses immobilières de la concession, telles qu'elles sont définies à l'article 2, qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial.



La DRIRE aura toutefois la faculté de prolonger au-delà du 1er mai le délai imparti au concessionnaire pour la présentation de ce projet de travaux.

La DRIRE examinera si les travaux projetés entrent bien dans la catégorie de ceux qui sont visés à l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 (10°) et présentent pour l'exploitation future un intérêt suffisant.

S'il estime que ces conditions sont réalisées, il décidera quelles sont celles des dépenses qui seront portées au compte spécial.

Faute par la DRIRE d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de trois mois après réception du projet présenté par le concessionnaire, l'admission des dépenses au compte spécial sera réputée agréée.

Avant le 1er avril de chaque année, le compte spécial de l'année précédente sera présenté à la DRIRE, qui aura tous pouvoirs pour vérifier l'exactitude des dépenses, s'assurer qu'elles se rapportent aux travaux admis à ce compte et prescrire, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les dépenses ainsi admises sont réputées inscrites au compte spécial à la date du 1er janvier de l'année qui suivra l'exécution des travaux, et l'amortissement en sera effectué annuellement sur ce compte, en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un quinzième de leur montant initial.

Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'alinéa qui précède sera porté au débit de l'Etat pour règlement de compte prévu par l'article 37.

Si le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire, les sommes dues par l'Etat au concessionnaire lui seront versées dans les douze mois qui suivront le terme de la concession. A partir du commencement du septième mois, ces sommes porteront intérêt au profit du concessionnaire au taux légal.

Article 34.

Travaux exécutés pendant les cinq dernières années

A dater de la cinquième année précédant le terme de la concession, le concessionnaire sera tenu d'exécuter, aux frais de l'Etat, les travaux que la DRIRE jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.

A cet effet, celui-ci remettra au concessionnaire, avant le 1er mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Etat dans le courant de l'année suivante.

Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une production au moins égale à la moyenne des cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de 10 p. 100.

Le concessionnaire devra communiquer à la DRIRE les projets de marchés de fournitures et entreprises à passer pour ces travaux ; ils ne seront conclus définitivement qu'après avoir été acceptés par la DRIRE.

Le concessionnaire demeurera responsable de l'exécution des travaux ainsi effectués pour le compte de l'Etat, en tout ce qui concerne les lois et règlements sur l'utilisation des cours d'eau.

Article 35.

Calcul des dépenses afférentes aux travaux ci-dessus

Les prix adoptés, tant pour le calcul des dépenses à porter au compte spécial par application des dispositions de l'article 33 que pour le règlement des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, en conformité de l'article 34 seront, pour la main-d'œuvre, les prix appliqués par le concessionnaire dans les travaux effectués pour son propre compte pour les travaux à l'entreprise, et pour les fournitures, les sommes effectivement payées à l'entrepreneur ou au fournisseur.

Une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement, d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat.
Le coût des travaux ainsi déterminé sera majoré à forfait de 15 p. 100 pour frais généraux et dépenses accessoires.

Article 36.

Mode de paiement des travaux ci-dessus

Le relevé des dépenses effectuées chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat par application de l'article 34 sera présenté avant le 1er avril de l'année suivante.
Dans le mois qui suivra la présentation de ce compte, l'Etat versera un acompte égal aux neuf dixièmes du montant de la créance, il paiera le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte.
Les avances, que l'Etat pourra demander au concessionnaire de faire chaque année pour son compte en vue de l'exécution des travaux prévus à l'article 34, ne pourront, en aucun cas, dépasser 20 p. 100 du fonds de roulement moyen afférent aux cinq années de la période quinquennale précédente.

Article 37.

Reprise des installations en fin de concession

A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, l'Etat sera subrogé aux droits du concessionnaire.
Il prendra possession de toutes les dépendances immobilières de la concession, énumérées à l'article 2 ci-dessus qui lui seront remises gratuitement, franchises et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels et, en outre, s'il y a lieu, de toutes celles des installations complémentaires dont il aurait assumé la charge dans les conditions prévues par l'article 34.
Il aura la faculté de reprendre, moyennant indemnité, et dans les conditions fixées ci-après, le surplus de l'outillage, y compris les installations nécessaires à la transformation de l'énergie.
Si le ministre chargé de l'électricité estime qu'il doit faire usage de cette faculté, il fera connaître au concessionnaire trois ans avant l'expiration de la concession, son intention de procéder à une estimation de cet outillage à dire d'experts, en l'invitant à désigner son expert. Si, dans le délai de deux mois, le concessionnaire n'a pas notifié à la DRIRE le nom de l'expert choisi par lui, il sera procédé à l'expertise par un expert unique désigné par le président du tribunal administratif. Si le concessionnaire a désigné son expert et si cet expert ne se met pas d'accord avec celui de l'administration pour désigner un troisième expert, celui-ci sera désigné par le président du tribunal administratif.
Les experts dresseront un état descriptif et estimatif de l'outillage. Deux ans avant l'expiration de la concession, le ministre notifiera au concessionnaire s'il entend user de son droit d'acquérir cet outillage. Faute par lui d'en user, les frais de l'expertise resteront à la charge de l'Etat.
En cas de reprise de matériel, à défaut d'accord sur le prix et la répartition des frais, il sera statué par la juridiction compétente sur le vu des résultats de l'expertise.
Compte sera tenu, en tous les cas, de la dépréciation éventuelle subie par le matériel entre la date de l'expertise et celle de la reprise.
Les indemnités dues au concessionnaire pour l'outillage et les approvisionnements ainsi repris seront payables dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.
Pendant les deux dernières années qui précèdent l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de lui donner connaissance des clauses de tous les traités en cours pour la fourniture de l'énergie.

Article 38.
Rachat de la concession

A toute époque, à partir de l'expiration de la vingt cinquième année qui suivra la date fixée pour la publication du décret de concession, l'Etat aura le droit de racheter la concession. Le rachat produira effet à partir du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle il aura été prononcé.

En cas de rachat, le concessionnaire recevra pour toute indemnité :

1° Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité (A) égale au produit net moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises ;

Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant des recettes toutes les dépenses faites pour l'exploitation de la chute concédée, y compris l'entretien et le renouvellement des ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capital ni l'amortissement des dépenses de premier établissement ;

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison ;

2° Une somme (S) égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement des ouvrages dépendant de la concession et subsistant au moment du rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les quinze années précédant le rachat, sauf déduction, pour chaque ouvrage, d'un quinzième de la dépense pour chaque année écoulée depuis son achèvement.

L'Etat sera tenu, dans tous les cas, de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des contrats passés par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et l'exécution de ses fournitures.

Cette obligation s'étendra, pour les engagements et marchés relatifs à des fournitures de courant, à toute la durée stipulée dans chaque contrat sans pouvoir dépasser le terme de la concession. Toutefois, si l'Etat établissait que certaines conditions de prix ou autres d'un contrat de fournitures de courant n'étaient pas justifiées comme normales pour l'époque où elles ont été souscrites en ayant égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce, il pourrait en réclamer la réformation par la voie contentieuse pour leur substituer les conditions qui seraient jugées normales pour ladite époque et pour cet ensemble de circonstances.

Pour les autres engagements et marchés, l'Etat ne sera tenu d'en continuer l'exécution que pendant cinq années au plus à partir du rachat.

L'Etat est également tenu de reprendre les approvisionnements, la valeur des objets repris sera fixée à l'amiable ou à dire d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Il en sera de même du matériel électrique si le concessionnaire le demande.

Article 39.
Remise des ouvrages

En cas de rachat, ou à l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de remettre en bon état d'entretien toutes les installations reprises par l'Etat.

L'Etat pourra, s'il y a lieu, retenir sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour mettre en bon état ces installations.

Dans les deux dernières années qui précéderont le terme de la concession, il pourra également se faire remettre les revenus nets de l'usine pour les employer à rétablir en bon état les installations qui doivent lui faire retour, si le concessionnaire ne se met pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement aux obligations lui incombant à cet égard et si le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise joint au cautionnement, n'est pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses de travaux reconnus nécessaires.



Article 40.

Alimentation en énergie des installations du concessionnaire en cas de rachat

Néant

Article 41.

Déchéance et mise en régie provisoire

Si le concessionnaire n'a pas présenté les projets d'exécution, ou s'il n'a pas achevé ou mis en service les ouvrages et l'usine concédée dans les délais et conditions fixés par le cahier des charges, il encourra la déchéance qui sera prononcée, sans mise en demeure préalable dans les conditions de l'article 20 du décret du 17 juin 1938.

Si la sécurité publique vient à être compromise, le préfet, après avis de la DRIRE, prendra aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au ministre chargé de l'électricité les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le ministre prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures et adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de l'exploitation.

Si l'exploitation de l'usine et de ses dépendances vient à être interrompue en partie ou en totalité, il pourra également y être pourvu aux frais et risques du concessionnaire. Le préfet soumettra immédiatement au ministre chargé de l'électricité les mesures à prendre pour assurer provisoirement le fonctionnement de l'usine génératrice. Le ministre statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant au concessionnaire un délai pour reprendre le service.

Si, à l'expiration du délai imparti dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée.

La déchéance pourra être également prononcée si le concessionnaire, après mise en demeure, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 1er du cahier des charges en ce qui concerne l'objet principal de l'entreprise ou s'il ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 57 ci-après, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement, en conformité des dispositions du cahier des charges.

La déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

Si la déchéance est prononcée dans les autres cas que ceux de l'article 20 du décret du 17 juin 1938, elle le sera par décret sauf recours par voie contentieuse.

Article 42.

Procédure en cas de déchéance

Dans le cas de déchéance, le ministre chargé de l'électricité aura la faculté de pourvoir tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication qui sera ouverte sur une mise à prix des projets, des terrains acquis, des ouvrages exécutés, du matériel et des approvisionnements.

Cette mise à prix sera fixée par le ministre chargé de l'électricité, sur la proposition du préfet, le concessionnaire ou ses ayants droit entendus.

Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a, au préalable, été agréé par le ministre chargé de l'électricité et s'il n'a fait, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale ou à une recette des finances du département, un dépôt de garantie égal au quart du cautionnement prévu par le présent cahier des charges.

L'adjudication aura lieu suivant les formes prévues en matière de travaux publics. L'adjudicataire sera tenu aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé qui recevra le prix de l'adjudication.

ML.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée, sans mise à prix, après un délai de trois mois. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les installations ainsi que les approvisionnements deviendront, sans indemnité, la propriété de l'Etat.

Si la déchéance est prononcée par application de l'article 20 du décret du 17 juin 1930, il sera fait application dudit décret.

CHAPITRE VIII CLAUSES FINANCIERES

Article 43.

Redevance fixe (sur les cours d'eau domaniaux seulement)

Le concessionnaire sera tenu de verser à l'Etat, dans la caisse du receveur des domaines de la situation de l'usine, pendant toute la durée de la concession une redevance fixe annuelle de 73.48 €. Elle sera payable d'avance par trimestre et exigible à partir de la date de publication de l'arrêté de concession.

La redevance sera révisée au cours de la onzième année qui suivra la date de publication de l'arrêté de concession et ensuite tous les cinq ans.

Le concessionnaire devra également verser une participation aux frais d'entretien et d'exploitation du barrage. Celle-ci est fixée dans la convention entre le Service de la Navigation et l'Usine d'Electricité de Metz (Régie Municipale) visée à l'article 23.

Article 44 – Redevance proportionnelle

Le concessionnaire sera assujéti à une redevance (R) proportionnelle au nombre de kilowattheures produits par l'usine génératrice, dont le montant, arrondi à l'unité inférieure, sera déterminé par la formule suivante :

$$R = \frac{7,51 \, n}{10 \, 000} \times \frac{EL}{101,1} \times \frac{1}{6.5597} \text{ euros}$$

dans laquelle :

- n représente, diminué d'une part de la consommation des services auxiliaires de l'aménagement hydroélectrique et des fournitures d'énergie faites au titre de l'énergie réservée et, d'autre part des restitutions en nature correspondant aux droits à l'usage de l'eau exercés, le nombre de kilowattheures produits pendant l'année précédant celle de l'établissement de la redevance décompté aux bornes des générateurs accouplés aux moteurs hydrauliques ou en tous autres points des circuits de force de l'usine et ramené dans ce cas aux bornes des générateurs par application de la formule agréée par le service chargé du contrôle ;
- EL représente la valeur de l'indice électricité haute et très haute tension en janvier de l'année considérée (publié par l'INSEE) ;

Les appareils destinés à l'enregistrement des quantités d'énergie seront fournis et entretenus par le concessionnaire, agréés et vérifiés par le service chargé du contrôle. Ils seront soumis à la surveillance des agents du service chargé du contrôle qui auront le droit de procéder à toute époque aux vérifications qu'ils jugeront nécessaires, d'exiger les réparations et, le cas échéant, le remplacement des appareils défectueux.

Le concessionnaire sera tenu de verser la redevance proportionnelle, chaque année, à la caisse du comptable chargé des recettes domaniales de la situation de l'usine, pendant toute la durée de la concession. La redevance due est payable en une seule fois, dans les trois mois qui suivent la date de notification, faite au concessionnaire par la voie administrative, du montant exigible d'après les résultats de la dernière période annuelle d'exploitation. En cas de retard dans les versements, les intérêts au taux légal



courront de plein droit au profit du Trésor quelle que soit la cause du retard et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une quelconque mise en demeure.

La première redevance sera payée dans l'année qui suivra la mise en service, même partielle, de l'usine. Elle sera révisée, par application des indices mentionnés ci-dessus, au cours de la onzième année qui suivra la date de mise en service de l'aménagement et ensuite, tous les cinq ans. En tout état de cause, son montant ne pourra être inférieur à 1341,55 euros.

Article 45.

Mode de révision de la redevance proportionnelle, en fonction du produit net, lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1867 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique

Néant

Article 45 bis.

Mode de révision de la redevance proportionnelle, en fonction des dividendes répartis, lorsque le concessionnaire est une société régie par la loi du 24 juillet 1867 et ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique

Néant

Article 45 ter.

Mode de révision de la redevance proportionnelle lorsque le concessionnaire n'est pas une société régie par la loi du 24 juillet 1867 ou lorsque la concession n'a pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique

Néant

Article 46.

Révision exceptionnelle de la redevance proportionnelle

Néant

Article 47.

A - Contrôle technique

Le contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession sera assuré par les fonctionnaires de la DRIRE chargés de ce service.

Le personnel du contrôle aura constamment libre accès aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de la concession. Il pourra prendre connaissance de tous les états graphiques, tableaux et documents tenus par le concessionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures de rendement et quantité d'énergie utilisée dans l'usine génératrice, ainsi que les prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés.

Les frais de contrôle sont à la charge du concessionnaire. Le montant en est fixé au chiffre de 79,27 euros par an pour la période de construction et de 39,63 euros par an pour la période d'exploitation, c'est-à-dire, à partir du 1er janvier qui suivra la date de la publication de l'arrêté de concession.

46-

Ils seront versés au Trésor avant le 1er mars de chaque année sur le vu d'un état arrêté par le ministre chargé de l'électricité ou par le préfet délégué à cet effet et formant titre de perception. A défaut de versement par le concessionnaire, le recouvrement en sera poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique de l'Etat.

Le concessionnaire sera tenu de remettre chaque année à la DRIRE un compte rendu faisant connaître les résultats généraux de son exploitation et faisant ressortir notamment que cette exploitation se poursuit conformément à l'objet principal de la concession, tel qu'il est défini à l'article 1er du cahier des charges. Ce compte rendu sera établi conformément au modèle arrêté par le ministre chargé de l'électricité et pourra être publié en tout ou partie.

B - Contrôle financier

Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de communiquer à l'ingénieur en chef la comptabilité de l'exploitation de la concession, ainsi que tous les documents que celui-ci jugerait nécessaires pour en vérifier l'exactitude, ainsi que les comptes des autres entreprises du concessionnaire, dans la mesure où elles auront, à ce point de vue, une connexité quelconque avec l'exploitation de la présente concession. Dans cette vérification, la DRIRE pourra se faire assister de fonctionnaires appartenant à l'administration des finances.

Le concessionnaire sera en outre tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre des finances jugerait utile de faire procéder par ses propres agents d'autre part.

CHAPITRE IX CONDITIONS PARTICULIERES DE LA CONCESSION

Article 48.

Néant

CHAPITRE X CLAUSES DIVERSES

Article 49.

Cession de la concession

Toute cession partielle ou totale de la concession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par arrêté préfectoral.

Faute par le concessionnaire de se conformer aux dispositions du présent article, il encourra la déchéance.

Article 50.

Autres concessions de l'Etat

L'Etat se réserve de donner sur la Moselle et ses affluents faisant partie du domaine public, toutes les concessions et autorisations prévues par la loi du 8 avril 1898 et toutes autres concessions et autorisations qu'il jugera utiles, pourvu qu'il n'en résulte aucun dommage pour le concessionnaire.

Les prises d'eau autorisées ou concédées en amont du barrage d'Argancy ne pourront en aucun cas être considérées comme entraînant pour le concessionnaire un dommage, à condition que l'eau soit rendue à la rivière en amont de ce barrage.

L'Etat se réserve de pratiquer, concéder ou autoriser sur la rivière la Moselle à l'amont de la prise d'eau concédée et jusqu'à concurrence d'un total de 1 000 litres par seconde, toutes dérivations en vue de l'irrigation, de l'alimentation des centres habités ou d'un service public, sans que le concessionnaire puisse élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 51.
Emplois réservés

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, le concessionnaire devra réserver aux anciens militaires et à leurs ayants droit remplissant les conditions prévues par ces lois et par ces règlements un certain nombre d'emplois. Il se conformera à cet effet aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

Article 51 bis.
Statut du personnel

Le statut appliqué au personnel est le statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Article 51 ter.
Travailleurs étrangers

Les proportions des travailleurs étrangers qui seront employés sur les chantiers de la concession ne devront pas dépasser, sous réserve des dispositions des conventions internationales applicables en France pour les diverses professions, les pourcentages déterminés dans le département de la Moselle par les arrêtés du ministre du travail pris en application de la loi du 10 août 1932. Pour l'exploitation de la concession, il ne pourra être employé de personnel étranger que dans les conditions fixées par la législation protégeant la main-d'œuvre nationale et par les conventions internationales.

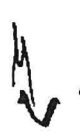
Article 52.
Hypothèque

Tous projets de contrats relatifs aux hypothèques, dont pourraient être l'objet les droits résultant de la présente concession, devront être notifiés pour avis au Préfet de la Moselle.

Article 53.
Impôts

Tous les impôts établis ou à établir par l'Etat, les départements ou les communes, y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession, seront à la charge du concessionnaire.

S'il est ultérieurement établi, à la charge des usines hydrauliques, un impôt spécial instituant une redevance proportionnelle à l'énergie produite ou aux dividendes et bénéfices répartis, les sommes dues à l'Etat, par le concessionnaire, au titre des redevances contractuelles seraient réduites du montant de cet impôt.



Au cas où des impôts nouveaux relatifs à la production ou à la vente, aux bornes de l'usine, de l'énergie électrique, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent, frapperaient le concessionnaire, ce dernier se réserve le droit de demander une augmentation du tarif maximum. Il sera statué sur cette demande comme en matière de révision des tarifs.

Le concessionnaire sera tenu de faire, sous sa responsabilité et pour le compte de l'Etat, les déclarations prévues par les articles 1384 et suivants du code général des impôts, en vue de l'exonération temporaire de l'impôt foncier sur les dépendances immobilières de la concession.

Par application des dispositions des articles 65, 66 et 67 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, modifiés par l'article 17 de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953 et du décret n° 55-49 du 5 janvier 1955, la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements sera attribuée en totalité à la commune d'Argancy.

Article 54.

Taxe de statistique

Néant

Article 55 – Recouvrement des taxes et redevances

Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat sera opéré d'après les règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus domaniaux. Les dispositions des articles 1920 et 1923 du code général des impôts et celles de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales sont applicables aux recouvrements des taxes et redevances mentionnées aux articles 43 et 44 ci-dessus.

Article 56.

Pénalités

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et sous réserve de la déchéance qui pourrait être encourue, une amende pourra lui être infligée conformément à l'article 1 de la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, ceci sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers intéressés.

Article 57.

Cautionnement

Néant

Article 58.
Agents du concessionnaire

Les agents et gardes que le concessionnaire aura fait assermenter pour la surveillance et la police des ouvrages de la concession et de ses dépendances seront porteurs d'un signe distinctif et munis d'un titre constatant leurs fonctions. Ils devront être agréés par l'administration.

Article 59.
Jugement des contestations

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées par le tribunal administratif interdépartemental. Toutefois, les litiges dans lesquels L'Etat serait engagé par l'application de la présente convention peuvent être soumis à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre III du code de procédure civile, ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée.

Article 60.
Election de domicile

Le concessionnaire fait élection de domicile à Metz.

Article 61.
Frais d'enregistrement

Le présent cahier des charges et la convention à laquelle il est annexé ne sont pas soumis à la formalité de l'enregistrement. Ils échappent, en outre, au droit de timbre par application de l'article 899 du code général des impôts. Les frais de publication au Journal Officiel et d'impression des tirages à part seront supportés par le concessionnaire.

